

Benchmark des plateformes de conformité CSRD

Sommaire

3	○	Introduction
4	○	Qu'est-ce que la CSRD ?
7	○	La chaîne de valeur de la CSRD
8	○	Résultats du benchmark
9	○	L'analyse de double matérialité
11	○	L'analyse des écarts
12	○	La collecte des données
15	○	La rédaction du rapport
16	○	Conclusion

Introduction

La *Corporate Sustainability Reporting Directive* (CSRD) représente une évolution significative dans la manière dont les entreprises rapportent leurs performances en matière de durabilité. Le paysage technologique autour de cette directive est en train de se structurer, voyant émerger un grand nombre d'acteurs tentant de se faire une place sur ce marché.

Sia Partners a entrepris ce benchmark sur une sélection de solutions technologiques, de manière à apporter un éclairage sur leur positionnement et leurs fonctionnalités respectives. En évaluant ces plateformes, notre objectif est de guider les entreprises dans le choix de la solution la mieux adaptée à leurs besoins.

Qu'est-ce que la CSRD ?

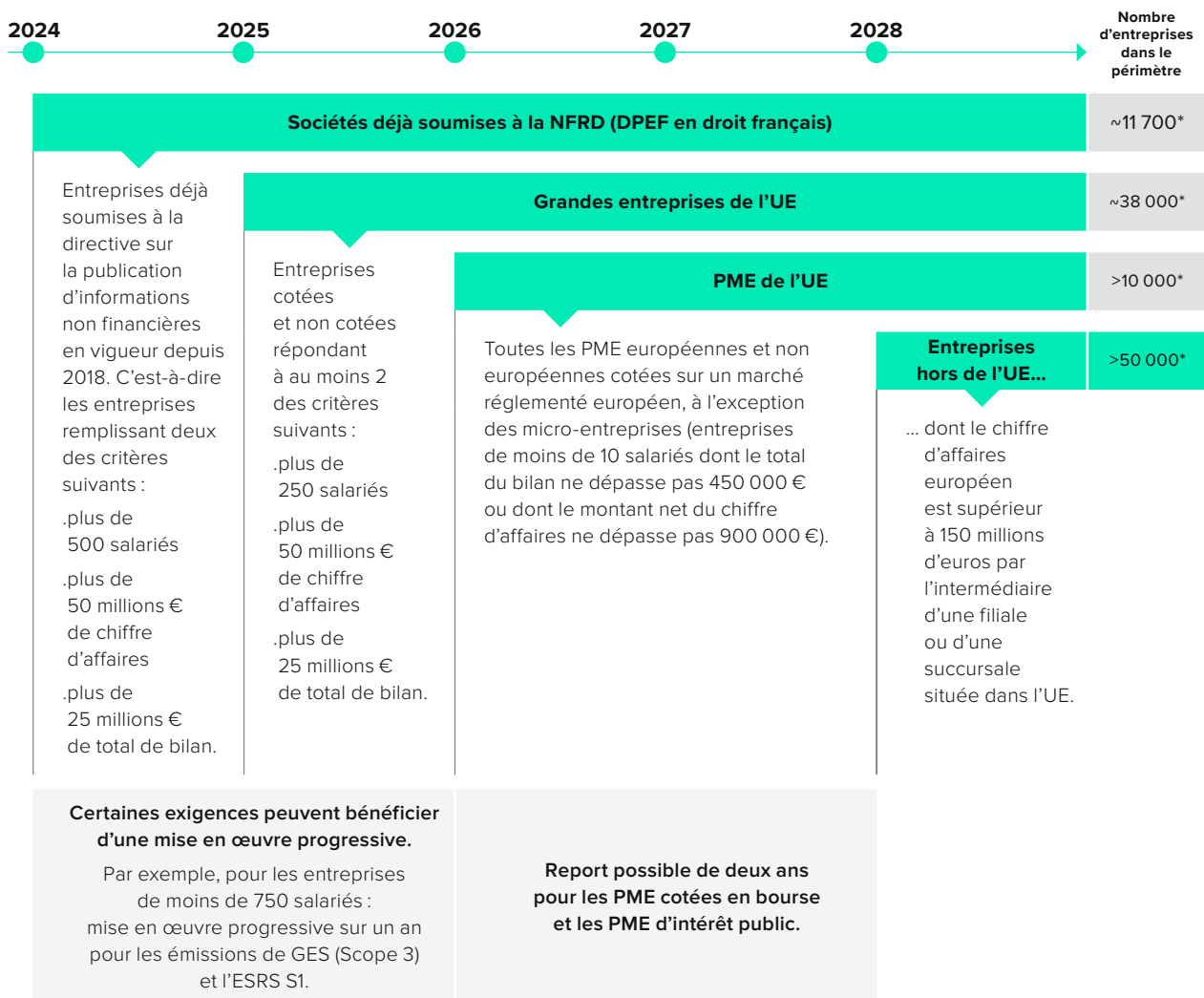
Le contexte

Adoptée en 2021 par l'Union européenne, la CSRD vise à renforcer et à standardiser la transparence des informations relatives aux impacts environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) des entreprises. Cette directive remplace et étend les exigences de la Non-Financial Reporting Directive (NFRD), marquant ainsi une étape importante dans l'intégration des critères de durabilité au cœur de la stratégie et des opérations des entreprises.

Le champ d'application

La CSRD élargit le champ d'application de la NFRD. En effet, environ 50 000 entreprises sont concernées par cette nouvelle réglementation, contre 11 700 pour la NFRD. Néanmoins, toutes les entreprises ne sont pas soumises à un reporting en 2025 pour l'exercice 2024. Le périmètre s'étend en effet graduellement, principalement en fonction de la taille et de la localisation des entreprises.

FIGURE 1 : LE PÉRIMÈTRE ET LE CALENDRIER D'APPLICATION DE LA CSRD



* sources : Commission Européenne, Refinitiv, Service-public.fr

Les principales exigences

La CSRD implique trois principales exigences pour les entreprises concernées :

- **La production d'un rapport de durabilité** – Selon le principe de la “double matérialité”, les entreprises doivent fournir des informations sur leurs risques, opportunités et impacts matériels en matière de développement durable, conformément aux European Sustainability Reporting Standards (ESRS).
- **L'audit du rapport** – La directive exige un audit obligatoire, qui doit être effectué par des auditeurs tiers. Un niveau d'assurance limitée sera d'abord requis avant une éventuelle transition vers une assurance raisonnable à partir de 2028.
- **La labélisation digitale des données** – En plus du format de rapport électronique unique exigé par la CSRD, les informations sur le développement durable devront être marquées

conformément à une taxonomie XBRL afin d'améliorer la collecte automatisée des données et de limiter les erreurs. Cependant, étant donné que le format XBRL est principalement technique et destiné à l'échange de données, les plateformes de reporting peuvent également convertir et présenter ces informations dans des formats plus lisibles pour les utilisateurs humains, tels que le XHTML, afin d'assurer une meilleure compréhension et accessibilité des rapports.

Les European Sustainability Reporting Standards (ESRS)

Les ESRS sont les normes de reporting extra-financier établies par l'EFRAG dans le cadre de la mise en place de la directive CSRD. Les ESRS fournissent un cadre standardisé pour structurer et présenter ces informations, couvrant des sujets tels que le climat, la biodiversité, l'utilisation des ressources, les droits humains et la gouvernance d'entreprise.

FIGURE 2 : REPRÉSENTATION SIMPLIFIÉE DES DIFFÉRENTS ESRS (PARTIE 1)











ENVIRONNEMENT	
 <p>ESRS E1: Le changement climatique</p>	<ul style="list-style-type: none"> .S'adapter au changement climatique .Atténuer le changement climatique .Consommation d'énergie
 <p>ESRS E2: Pollution</p>	<ul style="list-style-type: none"> .Pollution de l'air .Pollution de l'eau .Pollution des sols .Pollution des organismes vivants et des ressources alimentaires .Substances extrêmement préoccupantes
 <p>ESRS E3: L'eau et les ressources marines</p>	<ul style="list-style-type: none"> .Consommation d'eau .Utilisation de l'eau .Rejets d'eau dans les cours d'eau et les océans .Dégradation des habitats et intensité de la pression sur les ressources marines
 <p>ESRS E4: La biodiversité et les écosystèmes</p>	<ul style="list-style-type: none"> .Comment l'entreprise affecte la biodiversité et les écosystèmes .Toute action entreprise, et le résultat de ces actions .Les plans et la capacité de l'entreprise à adapter sa stratégie et son modèle économique .La nature, le type et l'ampleur des risques matériels pour l'entreprise .Les effets financiers sur l'entreprise
 <p>ESRS E5: Utilisation des ressources économie circulaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> .Intégration et utilisation des matières premières .Rebuts et déchets des produits et services .Gestion des déchets

FIGURE 2 : REPRÉSENTATION SIMPLIFIÉE DES DIFFÉRENTS ESRS (PARTIE2)

SOCIAL	
 <p>ESRS S1: Main-d'œuvre propre</p>	<ul style="list-style-type: none"> .Emploi sécurisé .Temps de travail .Salaires adéquats .Dialogue social .Liberté d'association, existence de comités d'entreprise et d'information .Négociation collective, y compris le taux de la main-d'œuvre de l'entreprise couverte par des conventions collectives .Équilibre entre vie professionnelle et vie privée .Santé et sécurité .Égalité des sexes et égalité de rémunération pour un travail de valeur égale .Formation et développement des compétences .Emploi et inclusion des personnes handicapées .Mesures contre la violence et le harcèlement sur le lieu de travail .Diversité .Travail des enfants .Travail forcé .Logement adéquat .Vie privée
 <p>ESRS S2: Collaborateurs sur la chaîne de valeur</p>	<ul style="list-style-type: none"> .Conditions des collaborateurs .Égalité de traitement et opportunités pour tous .Autres droits liés au travail
 <p>ESRS S3: Communautés affectées</p>	<ul style="list-style-type: none"> .Vie privée .Adéquation du logement et de la nourriture .Eau et assainissement .Impacts liés à la terre .Impacts sur la sécurité .Liberté d'expression et de réunion .Impacts sur les défenseurs des droits humains .Autodétermination .Droits culturels
 <p>ESRS S4: Consommateurs et utilisateurs finaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> .Liberté d'expression .Accès à l'information .Santé et sécurité .Sécurité des personnes .Protection des enfants .Non-discrimination .Accès aux produits et services .Pratiques de marketing responsables
GOUVERNANCE	
 <p>ESRS G1: Conduite des affaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> .Culture d'entreprise .Protection des lanceurs d'alerte .Bien-être animal .Engagement politique et lobbying .Gestion des relations avec les fournisseurs, y compris les pratiques de paiement .Corruption et détournement de fonds

La chaîne de valeur de la CSRD

Pour pouvoir correctement mener le benchmark, les experts Sia Partners ont décomposé la chaîne de valeur de la CSRD en différents maillons. En effet, rares sont les plateformes qui se positionnent sur l'ensemble de la chaîne de valeur, ce qui nécessite de comparer les acteurs avec davantage de granularité.

La chaîne de valeur de la CSRD a donc été décomposée de la façon suivante :

- L'analyse de double matérialité
- L'analyse des écarts (gap analysis)
- La collecte de données
- La rédaction du rapport

Chacune de ces étapes est plus amplement définie dans une section dédiée (cf. Sommaire).

Principaux résultats :

- Peu d'acteurs se positionnent sur l'accompagnement de l'**analyse de double matérialité**. Cette analyse est un exercice complexe qui peut nécessiter l'expertise d'un cabinet de conseil pour les grandes ETI ou

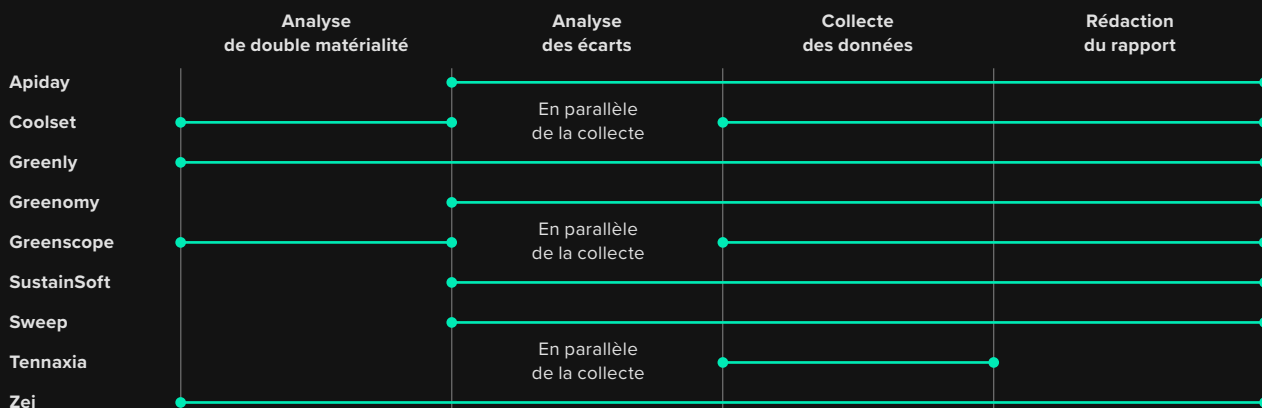
groupes. Toutefois, il est intéressant pour des PME de pouvoir réaliser leur analyse de double matérialité directement sur la plateforme qui propose une approche pragmatique et proportionnée - telle que prescrite par les exigences de la CSRD.

- L'**analyse des écarts** consiste à comparer deux choses : d'une part, ce que l'entreprise produit et collecte déjà comme données et d'autre part, ce qu'elle doit produire et collecter pour être conforme à la directive CSRD. Traditionnellement, cette analyse est faite de manière « statique », c'est-à-dire réalisée une seule fois, au début de la période de collecte de données. Dans cette approche, peu d'acteurs benchmarkés sont capables de réaliser cette analyse. Toutefois, tous les acteurs proposent un suivi de l'état d'avancement de la collecte, avec la création de plans d'action pour pouvoir combler les écarts.
- Tous les acteurs benchmarkés se positionnent sur la **collecte de données**, mais les fonctionnalités qu'ils offrent à cette étape varient. Certains - grâce

à leur positionnement historique - se spécialisent déjà dans la collecte de données carbone, ce qui leur permet non seulement de collecter des données, mais aussi de les produire. D'autres, en revanche, se contentent de centraliser les données. Une collecte rigoureuse, accompagnée de contrôles de qualité, est indispensable pour garantir l'exactitude et la fiabilité des informations obtenues. Dans notre benchmark, nous avons évalué la maturité de la collecte de données en attribuant des étoiles (trois étoiles représentant la note la plus élevée).

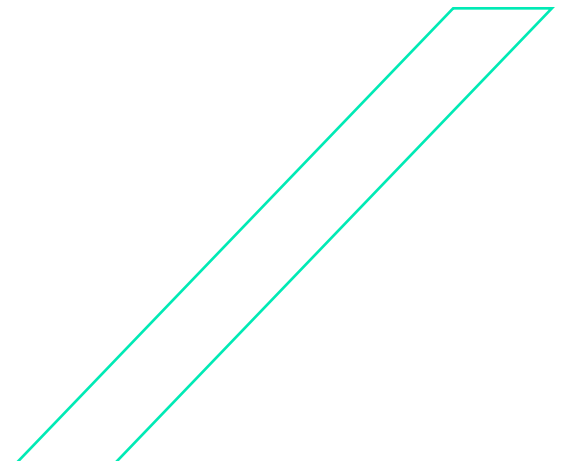
- La majorité des acteurs se positionnent sur la **rédaction du rapport**. Cependant, il est important de souligner que ces rapports sont souvent standards et ne correspondent pas toujours à la charte graphique spécifique d'une entreprise. Malgré cela, tous les acteurs offrent la possibilité d'exporter les données collectées dans différents formats, ce qui est utile si l'entreprise fait appel à une agence de communication ou un cabinet de conseil dans la rédaction de son rapport.

FIGURE 3 : PLACEMENT DES PLATEFORMES SUR LA CHAÎNE DE VALEUR DE LA CSRD



Résultats du benchmark

	Apiday	Coolset	Greenly	Greenomy	Greenscope	SustainSoft	Sweep	Tennaxia	Zeï
Positionnement historique	Reporting ESG	Carbone	Carbone	Conformité	Conformité	Conformité	Carbone	Logiciels	Conformité
Analyse de double matérialité	★	★★★★	★★★★		★★★		★		★★
Gap Analysis	★★		★★	★★★		★★	★★★		★★★
Collecte des données	★★	★★	★★★★	★★★★	★★★★	★★★★	★★★★	★★	★★★★
Rédaction du rapport	★★	★★	★★★★	★★★★	★★	★★	★★		★★★
Autres									
Niveau d'accompagnement et de support	★★	★★	★★★★	★★★★	★★	★★	★★★	★★★★	★★★★
Stockage des données au sein de l'UE	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Pricing	€€	€	€	€€	€€€	€€	€€€	€€€	€€



L'analyse de double matérialité

La matérialité financière englobe à la fois l'impact de l'environnement sur l'entreprise (matérialité financière) et l'impact de l'entreprise sur son environnement (matérialité d'impact).

- **Matérialité financière** : Une question de durabilité est matérielle du point de vue financier si elle déclenche ou pourrait raisonnablement déclencher des effets financiers significatifs sur l'entreprise. Cela se produit lorsqu'une question de durabilité génère des risques ou des opportunités qui ont une influence matérielle, ou qui pourraient raisonnablement avoir une influence matérielle, sur le développement de l'entreprise, sa situation financière, sa performance financière, ses flux de trésorerie, son accès au financement ou son coût du capital à court, moyen ou long terme. Ces risques et opportunités peuvent provenir d'événements passés ou futurs et ne sont pas seulement limités à ce que l'entreprise contrôle directement, mais incluent aussi ceux liés à ses relations commerciales externes.

- **Matérialité d'impact** : Une question de durabilité est matérielle au sens de la matérialité d'impact lorsqu'elle concerne les impacts réels ou potentiels, positifs ou négatifs, de l'entreprise sur les personnes ou l'environnement à court, moyen ou long terme. Les impacts incluent ceux liés aux opérations propres de l'entreprise ainsi qu'à sa chaîne de valeur en amont et en aval, y compris à travers ses produits et services, ainsi qu'à travers ses relations commerciales.

Ainsi la double matérialité consiste-t-elle à prendre en compte à la fois la matérialité financière et la matérialité d'impact. Cela signifie que si un sujet est important d'un point de vue ou de l'autre (ou des deux), il est considéré comme important du point de vue de la double matérialité.

Un exemple simplifié. L'entreprise ABC est une ETI qui évolue dans le secteur de l'IT. Son modèle d'affaires repose sur la location d'espace dans le cloud. Lors de son analyse de double matérialité, ABC a noté que le renouvellement de ses serveurs – nécessaire pour le maintien de sa compétitivité et de son activité - avait un impact significatif sur l'environnement, notamment via sa chaîne d'approvisionnement (extraction de terres rares, production, etc.). Cet enjeu est donc matériel au sens de la **matérialité d'impact**. ABC a également noté que le réchauffement climatique risquait de poser des risques physiques sur ses infrastructures, mais aussi d'augmenter significativement ses dépenses énergétiques pour refroidir ses centres de données. Cet enjeu est donc matériel au sens de la **matérialité financière**.

Comment la mener ?

1. La première étape consiste à bien comprendre le contexte de l'entreprise. En effet, le contexte dans lequel évolue une usine textile est différent de celui d'une entreprise qui développe des logiciels informatiques par exemple. En effet, les parties prenantes et les en-

jeux associés ne sont pas semblables d'un secteur à l'autre, mais aussi d'une entreprise à une autre.

2. La deuxième étape consiste à identifier tous les IROs (Impacts, Risques et Opportunités) possibles sur tous les enjeux. Cette analyse doit se baser sur des risques déjà identifiés au sein de l'entreprise, mais aussi sur le cadre de la CSRD et d'autres référentiels. Enfin, il est important de tenir compte des spécificités de l'entreprise dans l'identification des IROs.

3. La troisième étape consiste à quantifier les IROs pour évaluer leur matérialité. Il est important de bien justifier chacune des réponses pour en garantir l'auditabilité. Les critères d'évaluation à considérer sont différents selon qu'il s'agisse d'évaluer la matérialité d'impact, ou la matérialité financière.

4. Enfin, bien qu'il existe d'autres façons de représenter les résultats d'une analyse de double matérialité, les plateformes benchmarkées proposent de les représenter sous la forme d'une matrice. Il est également exigé de reporter les IROs matériels.

Un positionnement différent selon les acteurs

Tous les acteurs ne se positionnent pas sur l'analyse de double matérialité. Pourtant, cette analyse est nécessaire pour pouvoir identifier les enjeux matériels sur lesquels l'entreprise doit reporter. Nous pouvons distinguer deux types d'acteurs :

- **Les acteurs qui proposent un accompagnement dans l'analyse de double matérialité.** Dans ce cas, les résultats de l'analyse de double matérialité communiquent automatiquement avec les modules de gap analysis et de collecte. Le périmètre est alors restreint aux enjeux identifiés comme matériels à l'étape d'analyse de double matérialité.
- **Les acteurs qui ne se positionnent pas sur l'analyse de double matérialité.** Dans ce cas, il est possible pour l'utilisateur de charger (suivant un template) sur la plateforme les résul-

tats de l'analyse de double matérialité réalisée en externe. A noter que certains de ces acteurs offrent le visuel de la matrice de double matérialité, à partir de l'analyse réalisée en externe (Apiday, Sweep).

Un exercice complexe

La réalisation d'une analyse de double matérialité est un exercice particulièrement complexe, qui est mené le plus souvent à l'aide d'un cabinet de conseil pour les grandes entreprises. C'est pourquoi certains acteurs ne se positionnent pas encore sur ce maillon. Toutefois, pour les entreprises de plus petite taille, la possibilité de réaliser l'analyse de double matérialité directement sur la plateforme peut constituer un réel atout.

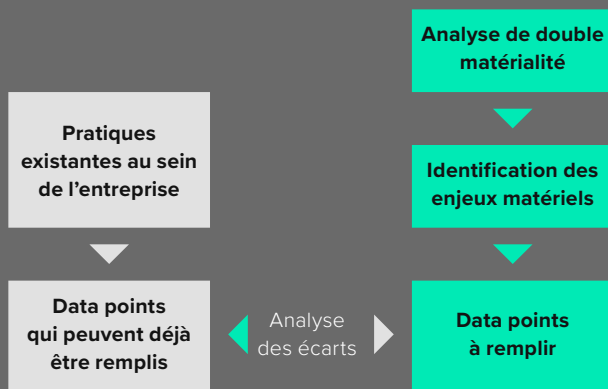
L'exemple – Coolset. Coolset est une plateforme intéressante pour les petites et moyennes entreprises. Son module d'analyse de double matérialité est particulièrement bien fait, avec notamment la possibilité de rajouter des enjeux matériels différents des ESRS, et un accompagnement de l'utilisateur dans le remplissage des questionnaires. La justification est également intégrée dans la plateforme avec la possibilité d'ajouter des commentaires ou des pièces jointes.

La complexité de l'analyse de double matérialité est issue principalement du nombre important de parties prenantes, des spécificités des IROs et des choix méthodologiques. Certains acteurs benchmarkés ne proposent pas l'ajout d'enjeux autres que ceux présents dans les ESRS. D'autres, comme Coolset et Greenscope, proposent cette fonctionnalité.



L'analyse des écarts

L'étape qui succède à l'analyse de double matérialité est celle de l'analyse des écarts. Cette étape permet de constater l'écart – en début de collecte – entre les pratiques existantes de l'entreprise et les exigences de la CSRD, matérielles pour l'entreprise.



Au regard de cette définition statique, seuls les acteurs qui proposent une brique d'intelligence artificielle dans l'étape de collecte sont capables de réaliser l'analyse des écarts. En effet, au tout début de la collecte, le contributeur peut déposer sur la plateforme tous les documents que l'entreprise a à sa disposition. L'IA vient ensuite lire les documents, et préremplir les data points. Enfin, un tableau de bord permet de constater l'écart entre les data points préremplis et les data points à remplir.

Toutefois, une définition plus dynamique de la gap analysis peut être envisagée. Selon cette définition, la gap analysis serait effectuée en parallèle de la collecte et serait donc un tableau de bord du suivi de la collecte. Au regard de cette définition dynamique, tous les acteurs peuvent réaliser une analyse des écarts.

Une fois l'écart constaté, les acteurs benchmarkés proposent de créer un plan d'action pour pouvoir remédier aux écarts. L'idée du plan d'action est de pouvoir prioriser les données à collecter, et de pouvoir gérer la collecte sous une forme collaborative. Certains acteurs se distinguent sur cette étape.

L'exemple – Greenomy. Sur la plateforme, tout un onglet est dédié à la gap analysis. Différents tableaux de bord permettent de suivre la progression de la collecte par ESRS. Il est également possible pour un utilisateur de créer des « tâches de remédiation » en définissant le ou les data points, le ou les contributeurs concernés et fixer des deadlines, afin d'avoir un rétroplanning des données encore inexistantes au sein de l'entreprise mais qu'elle doit cependant reporter.

L'exemple – Zei. La gap analysis est effectuée automatiquement sur Zei qui la représente sous la forme d'un score. Zei offre la possibilité à l'utilisateur de créer un plan d'action pour pouvoir réduire les écarts. Ce plan d'action est grandement personnalisable et offre également une grande granularité (jusqu'au data point). Il est enfin possible de définir le niveau de priorité, le statut (pas commencé, en cours, ...), un responsable interne et nommer les contributeurs.



La collecte des données

L'étape de collecte des données permet de recueillir automatiquement ou auprès des contributeurs les données quantitatives et qualitatives afin de compléter les data points. La collecte des données se construit chez tous les acteurs sous la forme d'une gestion collaborative de projet.

Les différentes fonctionnalités de gestion de projet sont les suivantes :

- **Assignation de tâches aux collaborateurs.** Tous les acteurs proposent d'assigner des tâches aux contributeurs, et aux validateurs, afin de rendre la collecte collaborative.
- **Tag des collaborateurs.** Certains acteurs proposent un système de tag (comme Coolset ou SustainSoft) au sein de chaque data point, ce qui permet de faciliter les discussions entre les collaborateurs.

L'exemple : SustainSoft. SustainSoft a développé une fonctionnalité de commentaire et de tagging des collaborateurs au niveau des data points. Cette fonctionnalité permet de centraliser et d'historiser les informations au cours des différentes campagnes. Par exemple, un collaborateur peut taguer un autre pour discuter d'un data point. Cette discussion est alors centralisée et consultable ultérieurement, facilitant ainsi la résolution de problèmes de compréhension futurs.

- **Échéances et relances.** Certains acteurs ont la possibilité de fixer des deadlines pour les collaborateurs ou les campagnes. Il est également possible de lancer des rappels sur la plateforme. Il est important de voir si les relances peuvent être envoyées à l'échelle d'un collaborateur, et non seulement à l'échelle d'une entité.

- **Priorisation.** Certains acteurs proposent un système de priorisation des tâches. Cette fonctionnalité est utile quand un contributeur a un grand nombre de data points à remplir.

Collecter la donnée

Pour pouvoir collecter la donnée et remplir les différents data points, Sia Partners a identifié parmi les acteurs quatre principaux moyens de collecte de la donnée. Ces moyens sont fondés sur des technologies plus ou moins avancées et sont donc plus ou moins adoptés par les plateformes. Par exemple, l'intelligence artificielle n'est pas proposée par toutes les plateformes, tandis que le batch upload est extrêmement répandu.

- **L'intelligence artificielle.** Il s'agit de la fonctionnalité la plus avancée en matière de collecte de données. Elle consiste à charger sur l'outil des documents, pas nécessairement structurés, que l'IA va pouvoir ensuite lire. Elle pourra ensuite pré-compléter les data points qui devront ensuite être validés par un utilisateur. Cette technologie est encore précoce et nécessite systématiquement une vérification humaine. Sia Partners estime qu'elle est efficace entre 60 et 90 % des cas, selon les data points. En effet, l'IA est efficace pour cibler une donnée (quantitative ou qualitative) qui serait présente en lecture directe, mais beaucoup moins pour combiner deux ou plusieurs données afin de calculer une nouvelle valeur.

- **La connexion par API.** Cette technologie permet à deux logiciels distincts de communiquer et d'échanger



des informations. Les plateformes l'utilisent pour pouvoir récupérer des données comptables, commerciales ou carbone, pour faciliter la collecte et minimiser le risque d'erreur.

L'exemple : Greenly. Grâce à son positionnement historique de plateforme de management carbone, Greenly facilite le processus de collecte de données. En effet, les clients ayant réalisé leur bilan carbone avec Greenly disposent déjà de toutes les données liées aux ESRS environnementaux, ce qui permet un gain de temps considérable.

- **Le batch upload.** Le batch upload est un processus qui permet de télécharger ou de transférer simultanément un grand nombre de fichiers ou de données vers un système ou une application. Plutôt que de télécharger les éléments un par un, ils sont regroupés en lots, ce qui optimise l'efficacité et réduit le temps nécessaire. Pour les acteurs benchmarkés, il s'agit principalement d'un template Excel à remplir et à charger sur la plateforme.
- **La contribution manuelle.** Elle consiste à envoyer depuis la plateforme des invitations par mail. À partir d'un lien, le contributeur peut se connecter à la plateforme et compléter les data points qui lui ont été attribués.

Accompagner les collaborateurs

L'idée d'une plateforme de conformité CSRD est de pouvoir rendre autonomes les collaborateurs. Parce que les guidelines de l'EFRAG peuvent sembler cryptées pour un néophyte, les différents acteurs ont tous mis en place un système d'accompagnement, voire de formation des collaborateurs, afin qu'ils puissent gagner en autonomie dans le remplissage des data points et avoir une meilleure compréhension des enjeux liés à la CSRD. Quelques exemples de fonctionnalités :

- **Chatbot.** Le chatbot est un outil classique permettant de poser des questions et de recevoir des réponses via une interface. Il peut être amélioré



par l'intelligence artificielle ou directement connecté à un humain (comme ceux de Greescopie ou Apiday).

L'exemple : Greenomy. Greenomy a développé une intelligence artificielle en utilisant un corpus de 1000 rapports ESG. Cette intelligence artificielle est intégrée dans un chatbot conçu pour aider les collaborateurs de l'entreprise à remplir des datapoints. Lorsqu'un collaborateur rencontre une difficulté ou a des doutes sur la manière de compléter un certain datapoint, il peut poser une question au chatbot. Le chatbot, en s'appuyant sur l'apprentissage qu'il a reçu des 1000 rapports ESG, peut fournir des exemples de réponses appropriées. Pour chaque réponse donnée, le chatbot indique précisément le rapport d'où l'exemple a été tiré, assurant ainsi une traçabilité et une vérifiabilité des informations fournies. Cette fonctionnalité permet aux utilisateurs de consulter la source originale de l'exemple, garantissant ainsi que les réponses sont basées sur des pratiques réelles et documentées.

- **Support méthodologique.** Mener une analyse de double matérialité, comprendre une analyse des écarts ou un data point, ne sont pas tâches aisées et nécessitent un support méthodologique. Certains acteurs offrent d'excellents supports pour accompagner les utilisateurs dans leur approche méthodologique (en plus des autres

supports qu'ils peuvent offrir).

L'exemple : Zei. Zei offre à ses utilisateurs de très bons supports méthodologiques, nommés « guides d'utilisation ». Ils sont situés au début de chaque module (et de chaque ESRS) et permettent de rapidement comprendre le contexte du module et d'adopter la bonne méthode avant de commencer la collecte.

- **Clarification des data points.** Les data points tels que mentionnés par l'EFRAG ne sont pas toujours très explicites et peuvent être sujets à des mécompréhensions de la part des collaborateurs. Afin de garantir une bonne compréhension du data point et donc une qualité de la donnée, certains acteurs ont mis en place des fonctionnalités, parfois fondées sur l'intelligence artificielle, pour clarifier la description des data points.

L'exemple : Greenomy. Greenomy a développé une intelligence artificielle qui permet de clarifier automatiquement la description d'un data point. L'utilisateur a le choix entre deux versions : la version officielle de l'EFRAG, et la version clarifiée par l'intelligence artificielle, accessible en un clic.

- **Mise à disposition de consultant.** Certains acteurs mettent à disposition du client un expert ESG ou logiciel (inclus dans la licence) pour pouvoir accompagner les collaborateurs sur des questions pointues.

L'exemple : Greenly. Greenly se distingue par son approche humaine et son engagement à chaque étape, garantissant une conformité réussie pour ses clients. Greenly offre en effet un accompagnement humain tout au long du parcours de conformité CSRD, en organisant des ateliers à chaque étape pour mener l'analyse de double matérialité, constater les écarts, et collecter les données. Cela permet aux clients de profiter de l'expertise des équipes Greenly et d'atteindre leur conformité de manière efficace, en minimisant le risque d'incompréhension et donc d'erreur.

- **Formation des collaborateurs.** De nombreux acteurs offrent des formations à leurs clients, principalement sur leur plateforme. Cela permet aux clients de mieux comprendre le contexte général de la CSRD, mais aussi de bien comprendre comment chacune des étapes doit être menée. SustainSoft par exemple met à disposition de ses clients une cinquantaine de cours disponibles sur sa plateforme, afin que les collaborateurs puissent se former à la CSRD et ses différents enjeux.

Garantir la qualité de la donnée

Il est primordial de pouvoir garantir une bonne qualité des données. Les acteurs ont développé différentes fonctionnalités pour pouvoir y répondre. Deux reviennent systématiquement :

- **Les niveaux de validation de la donnée.** Les acteurs que nous avons benchmarkés proposent tous une solution collaborative où les tâches sont rattachées à des collaborateurs. Ces derniers peuvent avoir différents rôles au sein de la plateforme, notamment celui de contributeur ou de validateur. Le contributeur est la personne en charge de rentrer la donnée dans la plateforme, tandis que le validateur vérifie que la donnée est correctement rentrée et que les justificatifs sont présents. Enfin, quand la plateforme utilise l'intelligence artificielle, les données préremplies doivent également être validées par un humain.

- **Les contrôles de qualité de la donnée.** Des contrôles de qualité sont intégrés nativement sur la plateforme. Certains acteurs (comme Tennaxia) permettent d'activer ou non les contrôles de cohérence sur les data points, et d'en sélectionner le type. Le contrôle de cohérence permet de vérifier que les données rentrées par le contributeur sont cohérentes avec les données historiques, au bon format, ou bien accompagnées des éléments justificatifs.

L'exemple – Tennaxia. Pour garantir la qualité des données, Tennaxia met à disposition des utilisateurs des contrôles de cohérence (plus d'une dizaine). Ainsi l'outil peut vérifier la variation des données sur deux périodes différentes et contrôler si celle-ci est

anormale. D'autres contrôles peuvent vérifier que le format de la donnée renseignée est cohérent avec le format attendu ou que la pièce justificative est correctement jointe au data point.

Garantir l'auditabilité du rapport

L'audit du rapport est l'une des exigences de la CSRD. Lors de notre benchmark, nous avons constaté que tous les acteurs sont matures sur cet aspect. Par exemple, Apiday est en train d'auditer son process actuel de collecte de données par un cabinet d'audit de premier plan, tandis que SustainSoft travaille étroitement avec des auditeurs dans le développement de son offre. Tous les acteurs offrent deux principales fonctionnalités pour pouvoir garantir l'auditabilité des données.

- **Un accès pour les auditeurs.** Tous les acteurs proposent sur leur plateforme un accès dédié aux auditeurs. Certains acteurs proposent d'offrir une vue uniquement consolidée aux auditeurs, et de moduler les accès en fonction des besoins de l'audit.

- **Un log de tous les changements.** Tous les acteurs proposent également un log de tous les changements qui ont été effectués sur la plateforme. Ces changements sont suivis grâce au nom de l'utilisateur, la date et l'heure de modification, l'origine de la donnée, la donnée précédente, etc.



La rédaction du rapport

La dernière étape est celle de la rédaction du rapport. Elle consiste en la formalisation de l'ensemble des données collectées en taguant les data points sur le rapport. Le rapport de durabilité doit être publié au format ESEF, un format électronique unique européen, et rédigé en langage XHTML. Ce format permet l'intégration de balises XBRL, qui identifient les différents data points, facilitant ainsi les analyses comparatives. Au moment où le benchmark a été conduit, le format XBRL n'avait pas encore été définitivement validé pour les rapports CSRD. Toutefois, tous les acteurs qui se positionnent sur le maillon « rédaction du rapport » confirment proposer ce format lors de la génération du rapport.

Le langage XBRL

Le langage XBRL (eXtensible Business Reporting Language) est un format standardisé pour l'échange électronique de données financières et extra-financières. Il permet d'automatiser et de simplifier la compilation, l'analyse et la communication des rapports financiers et bientôt extra-financiers, assurant ainsi une meilleure transparence, précision, vérifiabilité et comparabilité des informations entre

les entreprises et les régulateurs. Le XBRL est une composante clé du format ESEF, qui impose aux entreprises cotées de préparer non seulement leurs états financiers annuels, mais aussi leurs rapports de durabilité en XHTML, intégrant des balises XBRL pour les données, afin de les rendre lisibles à la fois par des humains et par des systèmes automatisés.

L'XBRL repose sur un système de balisage de certains contenus. Il existe un répertoire des balises (nommé taxonomie), qui va jusqu'à l'échelle du data point dans le cadre de l'XBRL ESRS. Ainsi, quand un rapport est généré, chaque data point mentionné dans le rapport est « tagué », afin d'en faciliter l'extraction et la comparabilité entre les différents acteurs.

L'objectif est que les investisseurs, régulateurs et le public puissent accéder au point d'accès unique européen (ESAP), une plateforme qui verra le jour en 2027 et qui regroupera les données financières et non-financières des entreprises.

Les formats supportés

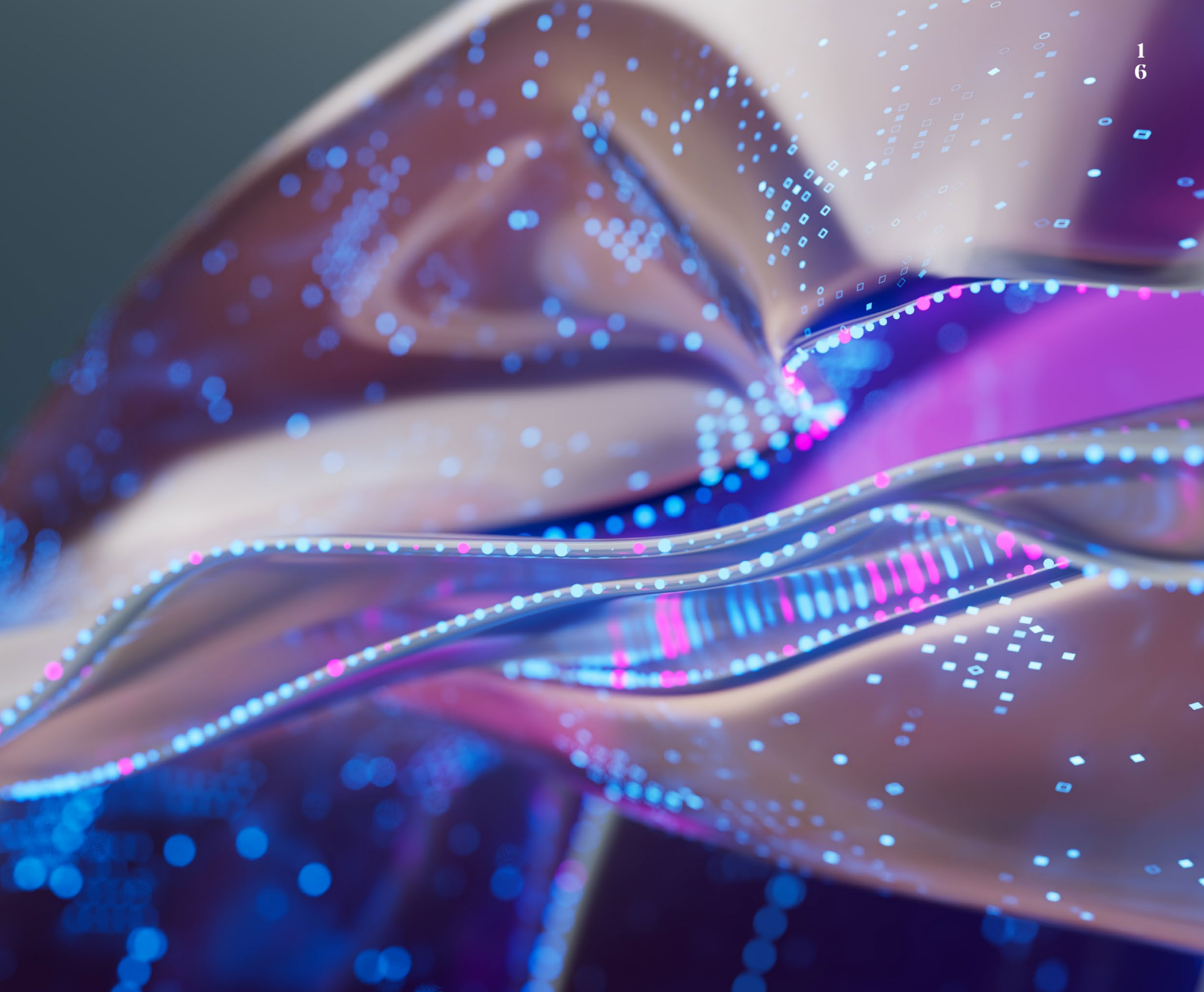
Les acteurs qui ne se positionnent pas sur la rédaction du rapport offrent la

possibilité d'extraire les données collectées sous différents formats (notamment Word, Excel ou PDF). De la même façon, les acteurs qui proposent le format XBRL, en lien avec le format ESEF, offrent différentes options de format pour faciliter la transmission du rapport aux parties prenantes.

L'intelligence artificielle au service de la rédaction

Tous les acteurs qui se positionnent sur le maillon de la rédaction du rapport permettent une communication intelligente entre l'étape de collecte et l'étape de rédaction. En effet, les données issues de la collecte sont automatiquement déversées dans le rapport, où l'utilisateur peut ensuite modifier le wording ou la mise en page du rapport – en fonction par exemple de la charte graphique de son entreprise. Certains acteurs utilisent en plus l'intelligence artificielle pour faciliter la rédaction du rapport. Elle permet de structurer les informations de manière logique, et suggère des formulations claires et concises pour améliorer la lisibilité du document, tout en garantissant sa conformité.





La prise en charge du multi-entité

Toutes les plateformes benchmarkées ne prennent pas en charge le multi-entité, c'est-à-dire la possibilité d'organiser la collecte sur différents sites, différentes filiales, ou différentes activités, qui peuvent être situés à l'étranger.

L'entreprise devant publier, pour être en conformité à la CSRD, un rapport consolidé (et éventuellement, pour certaines de ses filiales), il est essentiel de bien comprendre comment la consolidation s'effectue sur la plateforme. Notamment, il est important de se questionner sur la personnalisation des facteurs de pondération (utilise-t-on le chiffre d'affaires de la filiale ? le nombre d'employés ?). De la même

façon, la plateforme doit proposer une fonctionnalité de synthèse pour les données qualitatives afin de consolider efficacement les données des entités à l'échelle du groupe.

Certaines plateformes se distinguent sur ce segment. Greenscope, par exemple, offre des règles de pondération personnalisables et intègre directement PowerBI sur sa plateforme. La synthèse est également prise en charge. Un autre acteur qui se distingue sur la consolidation des données est Tennaxia, dont la cible est de viser des clients qui disposent de plusieurs sites. Toutefois, Tennaxia ne se positionne pas sur l'étape de rédaction du rapport. Enfin, un dernier acteur phare sur le multi-entité est Sweep. La plateforme intègre un arbre organisa-

tionnel qui cartographie toute l'organisation du client (par métier, fonction, ou aire géographique), ce qui est un vrai plus dans le suivi de la collecte.

Vers le plan de transition

La directive CSRD va progressivement imposer aux entreprises concernées la rédaction de leur plan de transition pour l'atténuation du changement climatique (ESRS E1 – DR1), feuille de route stratégique, détaillée et concrète, qui présente la trajectoire de décarbonation de l'entreprise. Certains acteurs facilitent grandement la préparation de ce plan en l'intégrant directement dans leur offre et en accompagnant leur clients dans sa rédaction, comme le propose par exemple Greenly.

Conclusion

Notre benchmark des plateformes de conformité CSRD révèle la diversité et la sophistication des outils disponibles pour aider les entreprises à répondre aux exigences croissantes en matière de reporting extra-financier. Ces plateformes proposent une gamme variée de fonctionnalités, allant de l'analyse de double matérialité à la rédaction du rapport final, ce qui permet aux entreprises de se conformer aux normes complexes imposées par la CSRD.

Chaque plateforme se développe en fonction de son segment cible (PME, ETI, grands groupes), ce qui souligne l'importance pour une entreprise de choisir la solution la mieux adaptée à ses besoins. Il est en effet important d'évaluer les différentes options en tenant compte des exigences et des attentes propres à chaque organisation.

Par ailleurs, il est important de considérer les ressources déjà existantes au sein de l'entreprise, pour ne pas repartir de zéro. Les solutions que nous avons benchmarkées offrent une approche standardisée efficace, qui fera sans nul doute rendre le projet efficace, mais certaines étapes nécessitent une expertise et du temps, notamment pour les grandes entreprises où certains processus ne peuvent être entièrement automatisés. L'ampleur du projet en lui-même pour les équipes ne doit pas être négligé.

Enfin, bien que l'appropriation de l'intelligence artificielle dans ce domaine soit indéniable, il reste encore un long chemin à parcourir. Plusieurs cas d'usage doivent encore être développés pour que l'IA puisse véritablement révéler tout son potentiel dans le domaine de la conformité et du reporting ESG.

À propos de Sia Partners

Pionnier du *Consulting 4.0*, Sia Partners réinvente le métier du conseil et apporte un regard innovant et des résultats concrets à ses clients. Nous avons développé des solutions basées sur l'Intelligence Artificielle et le design pour augmenter l'impact de nos missions de conseil. Notre présence globale et notre expertise dans plus de 30 secteurs et services nous permettent d'accompagner nos clients dans le monde entier. A travers notre démarche «*Consulting for Good*», nous mettons notre expertise au service des objectifs RSE de nos clients et faisons du développement durable un levier de performance pour nos clients.

www.sia-partners.com